

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 98 — 3067

[S - C - 98/36254]

23 OCTOBRE 1998. — Arrêté ministériel portant agrément de la procédure de l'U.C.I. en matière de prélèvement d'échantillons pour les contrôles antidopage en 1998

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, notamment l'article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 portant la délégation des compétences de décision des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 1998 portant agrément de la procédure de l'UCI en matière de prélèvement d'échantillons pour les contrôles antidopage en 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 68 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, la procédure de l'UCI en matière de prélèvement d'échantillons pour contrôles antidopage est reconnue équivalente pour les cyclo-cross organisés par la Ligue vélocipédique belge et soumis aux contrôles antidopage imposés par l'UCI. La liste des cyclo-cross organisés en 1998 figure en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Toute autre règle relative au contrôle antidopage est intégralement applicable à tout contrôle antidopage tel que prévu à l'article 1^{er}.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 1998.

Bruxelles, le 23 octobre 1998.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

**Liste des cyclo-cross U.C.I. dans laquelle les contrôles antidopage sont prévus
et la procédure de l'U.C.I. est appliquée**

15.11.1998	Asper-Gavere
28.11.1998	Kalmthout
13.12.1998	Overijse
20.12.1998	Koksijde
27.12.1998	Diegem
29.12.1998	Loenhout

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel portant agrément de la procédure de l'U.C.I. en matière de prélèvement d'échantillons pour les contrôles antidopage en 1998.

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 3068

[C - 98/29512]

21 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécial de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993, 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, modifiée par les lois des 12 juillet 1974, 29 juin 1983 et 11 mars 1986 et par les décrets des 28 janvier 1991, 19 juillet 1991 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 10 modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1969 et 22 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 14 novembre 1978, 4 avril 1980, 5 mars 1981 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993, par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995 et 9 janvier 1996, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 28 juin 1996, 30 août 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 24 juillet 1997 et par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1971, par les arrêtés de l'Exécutif des 31 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993;

Vu l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 3 juillet 1998;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du secteur IX émis lors de la réunion du 23 juillet 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du service d'inspection de l'enseignement spécial est fixé comme suit :

Inspecteur de l'enseignement primaire	2
Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	3
Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	2
Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	3
Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation	1
Inspecteur du personnel paramédical	1

Art. 2. Parmi les inspecteurs du cadre, le Ministre ayant l'enseignement spécial dans ses attributions désigne un inspecteur coordonnateur chargé de la coordination administrative et pédagogique.

Cet inspecteur doit être porteur d'un titre au moins égal à celui des membres du cadre ayant le titre du niveau le plus élevé.

Art. 3. Parmi les inspecteurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, un inspecteur sera chargé de l'accompagnement pédagogique général des membres du personnel directeur et enseignant des formes 1 et 2 de l'enseignement spécial secondaire. Cet inspecteur devra compter une ancienneté de service d'au moins dix ans dans la fonction de professeur de cours généraux du degré inférieur dans l'enseignement spécial secondaire.

Art. 4. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991 fixant le cadre du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécial de la Communauté française est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 6. La Ministre-Présidente ayant l'enseignement spécial dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 octobre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 3068

[C - 98/29512]

21 OKTOBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993, 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het geïntegreerd buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 12 juli 1974, 29 juni 1983 en 11 maart 1986 en bij de decreten van 28 januari 1991, 19 juli 1991 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1969 en 22 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1971, 18 maart 1976, 14 november 1978, 4 april 1980, 5 maart 1981 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve van 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993, bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995 en 9 januari 1996, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van 28 juni 1996, 30 augustus 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 24 juli 1997 en bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1971, bij de besluiten van de Executieve van 31 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993;

Gelet op artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juli 1998;

Gelet op het advies van het Hoog Overlegcomité van sector IX, uitgebracht op de vergadering van 23 juli 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindweldzijn en de gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1998,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van de inspectiedienst van het buitengewoon onderwijs wordt vastgesteld als volgt :

Inspecteur van het lager onderwijs	2
Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad	3
Inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad	2
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad	3
Inspecteur van het paramedisch personeel	1

Art. 2. Onder de inspecteurs van de personeelsformatie stelt de Minister tot wiens bevoegdheid het buitengewoon onderwijs behoort, een coördinerend inspecteur aan die belast wordt met de administratieve en pedagogische coördinatie.

Die inspecteur moet houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijk is aan dat van de personeelsleden met het bekwaamheidsbewijs van het hoogste niveau.

Art. 3. Onder de inspecteurs algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad wordt een inspecteur belast met de algemene pedagogische begeleiding van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de vormen 1 en 2 van het secundair buitengewoon onderwijs. Die inspecteur moet een dienstanciënniteit tellen van ten minste tien jaar in het ambt leraar algemene vakken van de lagere graad in het secundair buitengewoon onderwijs.

Art. 4. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 6. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het buitengewoon onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 oktober 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderweldzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX